EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	60 fr.	90 fr.
	6 mois..	35 »	50 »
	3 mois..	25 »	30 »
France et Colonies	Un an..	75 »	120 »
	6 mois..	45 »	70 »
	3 mois..	30 »	40 »
Étranger	Un an..	120 »	180 »
	6 mois..	70 »	100 »
	3 mois..	40 »	60 »

Changement d'adresse : 2 francs

LE «BULLETIN OFFICIEL» PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	1 fr. 50
Édition complète.....	2 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires { La ligne de 27 lettres 2 francs

(Arrêté résidentiel du 23 juin 1930)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'Agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

LEGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Dahir du 4 mars 1940 (24 moharrem 1359) instituant un prélèvement compensateur à la sortie du mats hors de la zone française du Maroc	266
Arrêté viziriel du 4 mars 1940 (24 moharrem 1359) relatif aux bals publics et dancings	266
Arrêté résidentiel relatif au fonctionnement de l'Office marocain des mutilés pendant la durée des hostilités	266
Arrêté du directeur général des finances modifiant l'arrêté du 22 décembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées	267

TEXTES ET MESURES D'EXECUTION

Dahir du 6 février 1940 (27 hija 1358) autorisant la vente de parcelles de terrain domanial (Mazagan)	267
Dahir du 6 février 1940 (27 hija 1358) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications au plan et règlement d'aménagement du quartier de l'«Arsa Bou Achrine», à Marrakech.....	267
Dahir du 15 février 1940 (6 moharrem 1359) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Meknès) ..	268
Dahir du 15 février 1940 (6 moharrem 1359) autorisant un échange immobilier (Kasba-Tadla)	268
Dahir du 22 février 1940 (13 moharrem 1359) autorisant l'allocation et la mise en vente d'une parcelle de terrain domanial (Port-Lyautey)	268

Arrêté viziriel du 5 février 1940 (26 hija 1358) homologuant les opérations de la commission d'enquête relatives à la reconnaissance des droits d'eau sur l'oued Taghrest et ses affluents (contrôle civil des Zemmour)....	269
Arrêté viziriel du 5 février 1940 (26 hija 1358) homologuant les opérations de la commission d'enquête relatives à la reconnaissance des droits d'eau sur l'oued Merdja et ses affluents (contrôle civil des Zemmour)	274
Arrêté résidentiel portant modification à l'organisation territoriale et administrative de la région de Marrakech et création du territoire d'Agadir	278
Arrêté du directeur du service militaire des bois de guerre au Maroc relatif à la délivrance des bois	278
Avis de constitution de groupements économiques	279
Interdiction d'un disque en zone française de l'Empire chérifien	279

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat	279
Reclassement au titre des services militaires	279
Concession de pensions civiles	280
Concession de rentes viagères	280
Concession d'allocation exceptionnelle de réversion	280
Concession d'allocations exceptionnelles	280
Révision de pension à un militaire de la garde de S.M. le Sultan	280
Classement dans la hiérarchie des affaires indigènes et des renseignements	280

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités	280
---	-----

PARTIE OFFICIELLE

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

DAHIR DU 4 MARS 1940 (24 moharrem 1359)
instituant un prélèvement compensateur
à la sortie du maïs hors de la zone française du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué un prélèvement compensateur à la sortie du maïs hors de la zone française de l'Empire chérifien, dont le taux est fixé à 15 francs par quintal.

ART. 2. — Ce prélèvement compensateur ne sera pas appliqué aux quantités de maïs ayant fait l'objet de contrats antérieurs au 15 mars 1940. L'exonération sera accordée par décision motivée du directeur général des services économiques.

ART. 3. — Les recettes à effectuer au titre du prélèvement compensateur sont recouvrées par l'Office chérifien interprofessionnel du blé et versées au compte de services spéciaux « Ravitaillement » créé par l'arrêté viziriel du 26 janvier 1940 (16 hija 1358) complétant l'arrêté viziriel du 26 mai 1939 (6 rebia II 1358) portant organisation financière de l'Office chérifien interprofessionnel du blé.

*Fait à Rabat, le 24 moharrem 1359,
(4 mars 1940).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1940.

*Le Commissaire résident général,
NOGUES.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 4 MARS 1940
(24 moharrem 1359)
relatif aux bals publics et dancings.

LE GRAND VIZIR,

Vu le firman chérifien du 31 octobre 1912 (20 kaada 1330) concernant l'organisation du Makhzen chérifien et, notamment, son article 2 chargeant le Grand Vizir de l'administration générale du pays et de la sécurité publique ;

Vu les dahirs des 22 janvier 1916 (16 rebia I 1334) sur le pouvoir réglementaire du Grand Vizir en matière de police municipale et 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, en son article 5 ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 septembre 1939 (19 rejeb 1358) relatif à la fermeture des restaurants, débits de boissons, salles de spectacles, bals publics et dancings ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 novembre 1939 (22 ramadan 1358) modifiant l'arrêté viziriel du 4 septembre 1939 (19 rejeb 1358) relatif à la fermeture des restaurants, débits de boissons, salles de spectacles, bals publics et dancings,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés viziriels susvisés des 4 septembre 1939 (19 rejeb 1358) et 5 novembre 1939 (22 ramadan 1358) sont abrogés.

ART. 2. — Les conditions dans lesquelles les bals publics et les dancings pourront être autorisés, ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture de ces établissements seront fixées à la diligence de l'autorité responsable de la sécurité.

*Fait à Rabat, le 24 moharrem 1359,
(4 mars 1940).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 4 mars 1940.

*Le Commissaire résident général,
NOGUES.*

ARRÊTE RESIDENTIEL

relatif au fonctionnement de l'Office marocain des mutilés pendant la durée des hostilités.

**LE GÉNÉRAL D'ARMÉE NOGUES, COMMISSAIRE
RESIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRAN-
ÇAISE AU MAROC, COMMANDANT EN CHEF,
Grand-croix de la Légion d'honneur,**

Vu l'arrêté résidentiel du 27 décembre 1935 portant création d'une section permanente à l'Office des mutilés, anciens combattants et victimes de la guerre ;

Vu le dahir du 7 juillet 1938 et l'arrêté résidentiel du 19 août suivant relatifs à la fusion de l'Office marocain des mutilés et anciens combattants et de l'Office marocain des pupilles de la nation ;

Vu l'arrêté résidentiel du 20 août 1938 déterminant la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'Office marocain des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la période des hostilités et pour une période qui ne pourra s'étendre à plus de six mois après leur cessation, les modifications suivantes sont apportées au fonctionnement de l'Office marocain des mutilés, anciens combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation.

Paragraphe 1^{er}. — Les attributions du conseil supérieur de l'Office sont déléguées à la section permanente créée par l'arrêté résidentiel du 27 décembre 1935.

Paragraphe 2. — Les mandats des membres de la section permanente sont prorogés de plein droit jusqu'aux dates qui seront fixées par arrêté résidentiel.

Paragraphe 3. — La section permanente est présidée par le Résident général ou, en cas d'empêchement, par le délégué à la Résidence générale ou son représentant.

Elle comprend :

1° Quatre représentants de l'administration (dont un représentant de la direction générale des finances) ;

2° Huit représentants (dont une veuve de guerre et un orphelin de guerre) des groupements de mutilés et anciens combattants et victimes de la guerre constitués, conformément au dahir sur les associations, uniquement entre anciens combattants et victimes de la guerre, et ayant au moins deux ans d'existence au moment de leur désignation. Les représentants des groupements sont désignés par arrêté résidentiel sur la proposition du directeur de l'Office ;

3° Le directeur de l'Office, qui assure les fonctions de secrétaire-rapporteur.

ART. 2. — Demeurent en vigueur toutes les dispositions de l'arrêté résidentiel du 27 décembre 1936 qui ne sont pas contraires aux dispositions qui précèdent.

ART. 3. — Le directeur de l'Office des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 28 février 1940.

NOGUES.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES
modifiant l'arrêté du 22 décembre 1939
précisant les opérations prohibées ou autorisées.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES,

Vu le dahir du 10 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or ;

Vu l'arrêté résidentiel du 10 septembre 1939 fixant les conditions d'application dudit dahir, modifié et complété par l'arrêté du 22 décembre 1939 ;

Vu l'arrêté du directeur général des finances du 22 décembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées,

ARRÊTÉ :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'article 6, paragraphe b, de l'arrêté du 22 décembre 1939 précisant les opérations prohibées ou autorisées sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 6. —

« b) Encaissement du montant en devises étrangères
« de la rémunération de services ou de produits, ou revenus de biens à l'étranger, sous réserve de cession des
« devises à l'Office marocain des changes dans un délai
« de deux mois au maximum à compter du jour de l'encaissement des devises, ou, s'il s'agit de coupons ou
« arrérages, dans un délai d'un mois à compter du jour
« de l'encaissement des devises, celui-ci devant être effectué
« au plus tard trois mois après la date de la mise en paiement ou du détachement. »

Rabat, le 8 mars 1940.

P. le directeur général des finances,
Le directeur adjoint,
MARCHAL.

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

DAHIR DU 6 FÉVRIER 1940 (27 hija 1358)
autorisant la vente de parcelles de terrain domanial
(Mazagan).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue du rajustement du lot de colonisation dit : « Sebâa Guia Abbar » (Doukkala), la vente à M. Pastor Michel de trois parcelles de terrain domanial d'une superficie approximative de dix hectares (10 ha.), inscrites sous le n° 1344 D.R. au sommaire de consistance des biens domaniaux de Mazagan, au prix de dix mille huit cents francs (10.800 fr.), payable dans les mêmes conditions que celui du lot « Sebâa Guia Abbar » auquel les parcelles cédées seront incorporées et dont elles suivront le sort.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 27 hija 1358,
(6 février 1940).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 février 1940.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

DAHIR DU 6 FÉVRIER 1940 (27 hija 1358)
approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications
aux plan et règlement d'aménagement du quartier de
l'« Arsa Bou Achrine », à Marrakech.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 jourmada I 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu les résultats de l'enquête de *commodo et incommodo* ouverte, du 1^{er} décembre 1939 au 1^{er} janvier 1940, aux services municipaux de Marrakech ;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées et déclarées d'utilité publique les modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement du quartier de l'« Arsa Bou Achrine » dans la médina de Marrakech, telles qu'elles sont indiquées sur les plan et règlement annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville de Marrakech sont chargées de l'exécution du présent dahir.

*Fait à Rabat, le 27 hijra 1358,
(6 février 1940).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 février 1940.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

DAHIR DU 15 FÉVRIER 1940 (6 moharrem 1359)
autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial
(Meknès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à M. Barro Joseph, propriétaire à Midelt (Meknès), d'une parcelle de terrain domanial d'une superficie approximative de soixante mètres carrés (60 mq.), à prélever sur l'immeuble domanial n° 617 R., sis à Midelt, au prix de trois cent quarante francs (340 fr.), payable au comptant à la signature de l'acte de vente, conformément aux clauses et conditions générales réglementant l'attribution du lot n° 10 du centre urbain de Midelt, auquel la présente parcelle est incorporée et dont elle suivra le sort.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 6 moharrem 1359,
(15 février 1940).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 février 1940.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

DAHIR DU 15 FÉVRIER 1940 (6 moharrem 1359)
autorisant un échange immobilier (Kasba-Tadla).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé l'échange de quatre parcelles d'une superficie globale d'un hectare quatre-vingt-six ares quatre-vingt-huit centiares (1 ha. 86 a. 88 ca.), à prélever sur l'immeuble domanial dénommé « El Oulja », inscrit sous le n° 36 R. au sommier de consistance des biens domaniaux ruraux de Kasba-Tadla, contre quatre parcelles de même superficie (Atlas central), appartenant aux nommés Hadj Bachir ben Abbès ; ses frères Hadj Ahmed, Taïbi, Larbi, Cheikh, Oukhlil ; leur cousin germain Abdallah ben Ahmed ; ses frères et sœurs consanguins Larbi et Izza de Kasba-Tadla, Bennacer ben Lahcen,

Fettouma bent Lahcen et Rahma bent Lahcen des Aït Mzalt.

ART. 2. — L'acte d'échange devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 6 moharrem 1359,
(15 février 1940).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 février 1940.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

DAHIR DU 22 FÉVRIER 1940 (13 moharrem 1359)
autorisant l'allotissement et la mise en vente d'une parcelle
de terrain domanial (Port-Lyautey).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont autorisés l'allotissement et la mise en vente, aux clauses et conditions du cahier des charges ci-annexé, d'une parcelle de terrain domanial d'une superficie approximative de dix hectares (10 ha.), sise à Sidi-Slimane (Port-Lyautey) et figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les actes de vente devront se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 13 moharrem 1359,
(22 février 1940).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 février 1940.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

CAHIER DES CHARGES

fixant les conditions d'attribution des lots domaniaux
du secteur industriel de Sidi-Slimane (Port-Lyautey).

ARTICLE PREMIER. — A telle date qu'il plaira à l'administration de fixer, il sera procédé, dans les bureaux de l'annexe de contrôle civil de Sidi-Slimane, à l'attribution, entre demandeurs préalablement agréés, et aux conditions fixées aux articles ci-dessous, des lots domaniaux constituant le secteur industriel de Sidi-Slimane, et tels qu'ils sont figurés au plan annexé à l'original du dahir ci-dessus.

ART. 2. — Conditions à remplir par les demandeurs. — Seuls, auront le droit de participer à l'attribution des lots, les demandeurs majeurs, jouissant de leurs droits civils et politiques.

ART. 3. — Dépôt des demandes. — Les candidats à l'attribution devront adresser une demande écrite sur papier timbré à M. le contrôleur civil, chef de la circonscription de contrôle civil de Petitjean, dans les délais fixés préalablement par un avis au public.

Ces demandes devront mentionner les nom, prénoms, date et lieu de naissance, la qualité du demandeur, la nature et l'établissement pour lequel le lot est demandé, et être accompagnées d'un extrait du casier judiciaire ayant moins de six mois de date.

ART. 4. — Examen des demandes et attributions. — Les demandes seront examinées par une commission composée de :

MM. le contrôleur civil, chef de la circonscription de contrôle civil de Petitjean, président, ou son délégué ;

Le chef de la circonscription domaniale de Rabat ou son délégué ;

Un délégué du service local des travaux publics ;

Un membre de la commission des intérêts locaux de Sidi-Slimane.

Cette commission se prononcera sur la recevabilité des demandes. Elle procédera, en séance publique, à l'attribution par voie de tirage au sort qui déterminera le rang de priorité des demandeurs pour le choix des lots. Avant les opérations de tirage au sort, les représentants des organismes coopératifs seront appelés à choisir le ou les lots qu'ils désirent se voir attribuer.

Nul ne pourra être déclaré attributaire de plus d'un lot, sauf si l'industrie à créer nécessitait plusieurs lots. Dans ce cas, les demandes des candidats devront mentionner tous renseignements permettant à la commission de statuer sur ces demandes de lots supplémentaires, après étude des justifications produites.

ART. 5. — *Conditions de l'attribution.* — Les lots seront loués, avec promesse de vente, sous conditions résolutoires. La location sera faite pour une période de dix-huit mois, moyennant un loyer de dix centimes par mètre carré et par an, payable d'avance à la perception de Sidi-Slimane. Un contrat sera établi au nom de l'attributaire. Les droits de timbre et d'enregistrement de ce contrat seront à la charge de ce dernier.

Les attributaires s'interdisent de sous-louer tout ou partie de leur lot, sauf le cas d'une autorisation écrite de l'administration et, ce, sous peine de nullité du contrat de sous-location intervenu et de l'annulation de l'attribution.

ART. 6. — *Conditions de la réalisation de la promesse de vente.* — A l'expiration du délai imparti, les locataires seront tenus d'avoir édifié sur leur lot des constructions à usage principal industriel. Le plan de ces constructions devra préalablement être approuvé par l'autorité locale de contrôle civil, qui fera donner l'alignement. Le minimum de valorisation imposé sera de dix francs par mètre carré de la superficie louée.

En fin de bail, une commission administrative constatera, en présence de l'attributaire, la mise en valeur des lots qui seront alors vendus au prix de deux francs le mètre carré, payable, à la signature de l'avenant constatant la vente, à la perception de Sidi-Slimane. Les droits de timbre et d'enregistrement de cet avenant seront à la charge du preneur.

En cas de contestation entre la commission et l'attributaire sur la valeur des impenses effectuées, deux experts désignés par les parties seront appelés à se prononcer sur ce point. A défaut d'accord entre les experts, un tiers arbitre sera désigné par eux pour les départager.

Les frais d'expertise seront à la charge de la partie succombante.

ART. 7. — *Annulation de l'attribution.* — A défaut de paiement du loyer ou des droits de timbre et d'enregistrement de l'acte de location avec promesse de vente, l'attribution sera annulée purement et simplement, et le lot repris.

En cas de non-valorisation du lot, l'administration pourra poursuivre à l'encontre de l'attributaire ou de ses ayants droit l'exécution intégrale des clauses du contrat ou prononcer l'annulation de l'attribution.

La commission de constat pourra, si elle le juge opportun, accorder un délai à l'attributaire défaillant. Dans ce cas, une mise en demeure lui sera adressée par lettre recommandée et un avenant au contrat primitif sera établi en son nom prolongeant la location pour la période supplémentaire.

Les impenses faites sur un lot dont l'attribution sera annulée resteront la propriété de l'Etat, sans recours à indemnité.

ART. 8. — *Consistance des lots.* — L'attributaire sera réputé bien connaître l'immeuble vendu, sa consistance et ses limites. Il le prendra tel qu'il se poursuit et comporte avec toutes les servitudes actives et passives et sans pouvoir prétendre à aucun recours contre l'Etat pour vice caché ou autre, étant entendu, par ailleurs, que la superficie exacte ne sera déterminée que lors de l'immatriculation foncière.

ART. 9. — L'Etat réserve à son profit les objets d'art ou d'antiquité qui seraient découverts sur le lot attribué.

ART. 10. — *Immatriculation et titre de propriété.* — Dans un délai de trois mois après la signature de l'acte de vente, l'attributaire sera tenu de requérir à son nom et à ses frais l'immatriculation de son lot à la conservation foncière de Rabat où sera déposé l'original de l'acte de vente par le chef de la circonscription domaniale de Rabat, qui avisera l'intéressé de ce dépôt.

ART. 11. — *Décès de l'attributaire.* — En cas de décès de l'attributaire avant exécution complète des clauses et conditions du cahier des charges, les héritiers seront substitués de plein droit aux charges et bénéfices de l'attribution.

ART. 12. — L'attributaire s'engage à se soumettre à tous les règlements de police et de voirie, en particulier aux règlements en vigueur ou à intervenir sur les établissements insalubres, incommodes et dangereux, et à tous les impôts ou taxes municipales existant ou à établir par la suite.

ART. 13. — Pour l'exécution des présentes, les attributaires déclarent faire élection de domicile au centre de Sidi-Slimane.

ART. 14. — *Lots non attribués.* — Les lots qui n'auront pas trouvé preneur, lors de la première attribution, seront attribués ultérieurement et dans le cas où des candidats se révéleraient. Les demandes de lots seront conservées par l'autorité locale de contrôle qui provoquera la réunion de la commission d'attribution. Il en sera de même pour les lots repris par la suite.

ART. 15. — Les attributaires devront autoriser l'accès sur leur lot de tous agents de l'administration pour la surveillance de l'exécution des clauses et charges du contrat. Ils seront tenus pendant la durée de la location de laisser établir sur leur lot, les routes, pistes, chemins, points d'eau, passages des conduites d'eau ou de canaux d'irrigation, etc., qui seraient déclarés d'utilité publique. Les emprises nécessaires à ces installations seront payées à l'ayant droit, pour le sol nu, au prix moyen payé par l'acquéreur primitif. Toutefois, au cas où ces installations nécessiteraient la destruction de constructions ou autres travaux d'aménagement effectués par les attributaires, il y aura lieu à indemnité fixée à l'amiable ou à dire d'expert. Au delà de la période de location, l'expropriation pour cause d'utilité publique sera poursuivie conformément aux textes en vigueur.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 5 FÉVRIER 1940

(26 hija 1358)

homologuant les opérations de la commission d'enquête relatives à la reconnaissance des droits d'eau sur l'oued Tagherest et ses affluents (contrôle civil des Zemmour).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) relatif à l'application du dahir susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344), et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte simultanément, du 26 avril au 26 mai 1937, sur les territoires de contrôle civil des Zemmour et de Petitjean ;

Vu les procès-verbaux, en date des 25 mars 1938 et 4 août 1939, des opérations de la commission d'enquête ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de la commission d'enquête relatives à la reconnaissance des droits d'eau sur l'oued Tagherest et ses affluents sont homologuées conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté viziriel susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344).

ART. 2. — Les droits d'eau sur l'oued Tagherest et ses affluents, tels qu'ils sont fixés par le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344), sont établis ainsi qu'il est indiqué au tableau parcellaire ci-après et aux deux plans correspondants annexés à l'original du présent arrêté.

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO des plans correspondants	NOMS DES PROPRIÉTAIRES	SUPERFICIE approximative			DROITS D'EAU en journées de 24 heures portant sur la totalité du débit de la séguia.	DURÉE du tour par séguia	
			Ha.	A.	Ca.			
<i>Oued Tagherest (1)</i>								
1	1 A	El Hadj ben Lahsen	0	40		1 jour		
2		Ben Naceur ben Hadj	0	27		1/2		
3		Ben Ahmed ben Hamida	0	15		1/2		
4		Bouazza ben Berrouaïn	0	20		1/2		
5		Bennachir ben Larbi	0	15		1 jour	4 j. 1/2	
6		Bouazza ben Berrouaïn	0	30		1/2		
7		Benachir ben Larbi	0	15		1/2		
8		Sliman ben Larbi	0	43		1 jour		
9		Larbi ben Khiati	0	15		1/2	1 j. 1/2	
10		Benachir ben Khiati	0	41		1/4*		
11		Khiati ben Dahmane	0	38		1/2		
12		Rachid ben Kacem ben Abdallah	0	27		1/2		
13		Layachi ben Thami	0	76		1 jour		
14		Abdeslem ben Djilali	0	52		2 jours	6 j. 1/4	
15		Maati ben Cherqui	0	50		1/2		
16		Ahmed ben Maati	0	41		1/2		
17		El Hadj ben Maati	0	24		1 jour		
18	Assou ben Boutayeb	0	12		1/4			
19	Ben Aïssa ben Boutayeb	0	18		1/2	3/4		
20	Hammadi ben Abdelqader	0	10		1/2			
21	Hammadi ben Abdelqader	0	14		1/2			
22	El Houssine ben Driss	0	42	50	2 jours			
23	Larbi ben Driss	0	17	50	1 jour	4 j. 1/2		
24	Mohamed ben Allal	0	17	50	1/4			
25	Larbi ben Abdeslem	0	17	50	1/4			
26	Hammadi ben Maati	0	50		2 jours			
27	Hamed ben Djilali	0	22		2 jours	11 jours		
28	Hamida ben Lahsen	1	40		4 jours			
29	Mohamed ben Houssine	0	87		3 jours			
30	Tahar ben Lhabib	0	13	50	1 jour			
31	Benachir ben Lhabib	0	14		2 jours	4 jours		
32	Tahar ben Lhabib	0	15		1 jour			
33	1 B	Ali ben Khechem	0	15		1/2		
34		Ali ben Khechem	0	12		1/2		
35		Larbi ben Mohamed	0	30		1/2	1 j. 1/2	
36		Rahou ben Rihaï	0	29		1/2		
<i>Aïn Si Mokta ou Djehel (2)</i>								
1	1 A	Abdelkader ben Lahsen	0	38		1 jour	3 jours	
2		M'Hamed ben Hammadi	0	40		2 jours		
3	1 A	Belarbi ben Hamida	0	12		1/4		
4		Lahsenould Aïcha	0	28		1 jour	1 j. 1/4	
5	1 A	Mohamed ben Bouazza	0	28		1/2		
6		Belamri ben Maati	0	29		1/2		
7		Ahmed ben Ouinou	0	82		2 jours		
8		M'Ahmed ben Zaïd	0	50		2 jours	8 jours	
9		Bouazza ben Larbi, Hamida ben Larbi	0	48		1 jour		
10		Lahsenould Aïcha	0	52		1 jour		
11		Benachir ben Larbi	0	45		1 jour		
<i>Aïn Betdha (3)</i>								
1		1 A	Mohamed ben Ghezouane	0	25		2 jours	2 jours
2			Ghrib ben Lahsen	0	51		1 jour	
3			Khechane ben Mohamed	0	17		1 jour	
4	Mohamed ben Mohamed		0	53		1 jour	5 jours	
5	El Hadj ben Maati		0	50		2 jours		

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO des plans correspondants	NOMS DES PROPRIÉTAIRES	SUPERFICIE approximative			DROITS D'EAU en journées de 24 heures portant sur la totalité du débit de la séguia.	DURÉE du tour par séguia	
			Ha.	A.	Ca.			
6		Djilali ben Cherqrouf	0	25		1/2	3 jours	
7		Aïssa ben Hadj	0	28		1/2		
8		Mohamed Naanaa	1	00		2 jours		
<i>Aïn Fouaral ou oued Kherba (4)</i>								
1	1 A	Djilali ben Bouazza	0	19		1/4	4 j. 3/4	
2		Bouazza ben Merzoug	0	19		1/2		
3		Thami ben M'Ahmed	0	10		1 jour		
4		Larbi ben Yechi	0	10		1/2		
5		Bouazza ben Yechi	0	10		1 jour		
6		Moussa ben Khiati	0	10		1/4		
7		Mohate ben Khiati	0	10		1/2		
8		Moussa ben Khiati	0	10		1/4		
9		Mohate ben Khiati	0	33		1/2		
10		Belabès ben Hammadi	0	32		1/2	1/2	
11		Lhassen ben Ghanem	0	09		1/4	5 j. 1/4	
12		Khiati ben Thami	0	11		1 jour		
13		Khalifat Taïbi	0	90		2 jours		
14		Khalifat Taïbi	0	35		2 jours		
15		Khiati ben Thami	0	05		1/2	7 j. 1/2	
16		Khalifat Taïbi	0	45		2 jours		
17		Abdelkader ben Lhassen	0	45		1/2		
18		M'Hamed ben Hammadi	0	25		1 jour		
19		Mohamed ben Ahmed	0	25		1 jour		
20		Abdallah ben Djilali	1	20		1 j. 1/2		
21		Mohamed ben Ahmed	0	93		1 jour		
22		Ennifer ben Hamida	0	70		Seul usager, a droit à la to- talité du débit de la séguia.		
<i>Aïn el Kaf (5)</i>								
1	1 A	Hamida ben Lahsen	1	80		5 jours	15 jours	
2		El Maati ben Khiati	0	49		1 jour		
3		Djilloul ben Khiati	0	30		1 jour		
4		Hamida ben Lhassen	0	45		2 jours		
5		Ben Larbi ben Hammadi	0	53		2 jours		
6		Bennachir ben Benachir	0	53		2 jours		
7		Caïd Aïssa ben Hammadi	1	50		2 jours		
8		Si Abdeslam ben Larbi	0	43		1 jour	7 j. 1/2	
9		Hamida ben Lahsen	0	23		1 jour		
10		Moussa ben Tahar	0	17		1/2		
11		Bouazza ben Miloudi	0	50		1 jour		
12		Hamida ben Lahsen	0	42		1/2		
13		Rouane ben M'Ahmed	0	37		1 jour		
14		Benachir ben Lahsen	0	18		1/2		
15		Miloudi ben Hammadi	1	00		2 jours		
<i>Aïn el Jmal (6)</i>								
1	1 A	Lahsen ben Abbou	0	18		1 jour		8 jours
2		Tahar ben Abbou	0	20		1 jour		
3		Bennachir ben Lahbib	0	52		2 jours		
4		Tahar ben Lahbib	0	66		2 jours		
5		Ben Larbi ben Hammadi	0	99		2 jours		
6		Tahar ben Lahbib	0	44		2 jours	10 jours	
7		Caïd ben Aïssa ben Hammadi	9	00		8 jours		
8		Caïd ben Aïssa ben Hammadi	2	00		Seul usager, a droit à la to- talité du débit de la séguia.		

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO des plans correspondants	NOMS DES PROPRIÉTAIRES	SUPERFICIE approximative			DROITS D'EAU en journées de 24 heures portant sur la totalité du débit de la séguia.	DURÉE du tour par séguia
			Ha.	A.	Ca.		
		<i>Aïn ben Saïdi (7)</i>					
1	1 B	Mohate ben Hammadi	0	08		1/4	
2		Mohamed ben Hammou, Mohamed ben Hadi	0	10		1/2	
3		Bouazza ben Bouhrara, El Manti ben Bouhrara, Azzouz ben Layachi	0	15		1 jour	
4		Djilali ben Haddou, Ould Habbou ben Haddou, Rihal ben Haddou	0	19		1/2	
5		Hammadi ben Bouazza	0	10		1/4	
6		Djilali ben Hammadi	0	10		1/2	
7		Hammadi ben Larbi	0	06		1/2	
8		Lahsen ben Halima	0	15		1 jour	
9		Si Ali ben Abderhamane	0	22		1 jour	
10		Djilali ben Haddou, Ould Habbou ben Haddou, Riahi ben Haddou	0	06		1/2	
		<i>Source I (8), affluents de l'oued Saïdi</i>					
1	1 B	Dfïss ben Ali	0	27		1/2	
2		Hammadi ben Jeddou	0	06		1/4	
3		Hammadi ben Larbi	0	15		1/2	
4		Djilali ben Hammadi	0	06		1/2	
5		Lahsen ben Halima	0	30		1 jour	
6		Bouazza ben Bouhrara, El Maati ben Bouhrara, Azzouz ben Layachi	0	15		1 jour	
		<i>Source II (9) dans le lit de l'oued Saïdi</i>					
1	1 B	Mohamed ben Naceur, Djilali ben Hammadi	0	32		2 jours	
2		Djilali ben Hammadi	0	16		1/4	
3		Mohate ben Attar	0	20		1/2	
4		Mohamed ben Mohamed, Thami ben Lahoussine	0	05		1/4	
5		Mohamed ben Mohamed, Thami ben Lahoussine	0	02		1/4	
		<i>Aïn Si Betache (10)</i>					
1	1 B	El Ghazi ben Si M'Ahmed, Bouchaïb ben Bouazza	0	18		1 jour	
2		Bouazza ben Mouloud	0	16		1 jour	
3		Bousselam ben Mouloud	0	24		1 jour	
4		Abderrahmane ben Bennis	0	80		3 jours	
5		Bouchaïb ben Bouazza, Bouazza ben Mouloud	0	13		1 jour	
6		Bousselham ben Mouloud	0	14		1 jour	
7		Abderrahmane ben Bennis	0	30		1 jour	
		<i>Aïn Mohamed ou Boubekér (11)</i>					
1	1 B	Abderahmane ben Bennis	0	27		8 jours	
2		Mohamed ben Omar Sassia	0	30		8 jours	
		<i>Aïn Aqqa ou Ali (12)</i>					
1	1 B	El Haddi bou Allal	0	20		2 jours	
2		Allal ben Omar	0	18		1 jour	
3		Bouziane ben Allal	0	18		2 jours	
4		El Haddi ben Allal	0	17		1 jour	
5		Allal ben Omar	0	19		1 jour	
6		Bouziane ben Allal	0	20		2 jours	
		<i>Aïn Mrisita (13)</i>					
1	1 B	Hammadi ben Ouaziz	0	18		2 jours	
2		Brahim ben Houssine	0	12		6 jours	
3		Abdallah ben Allal, Ali ben Hamadi, Hammadi ben Ouaziz	0	20		3 jours	
4		Brahim ben Houssine	0	32		6 jours	
5		Ben Houssine ben Saïd	0	13		4 jours	
6		Hammadi ben Laafer	0	04		2 jours	
7		Bousselim ben Boubeker, M'Hamed ben Boubeker	0	18		4 jours	
8		Belqacem ben Larbi, Chouit ben Larbi	0	13		4 j. 1/2	
9		Belqacem ben Larbi, Chouit ben Larbi, Hammadi ben Haddou	0	10		4 j. 1/2	
10		Abdallah ben Allal, Ali ben Hammadi, Hammadi Ouaziz.	0	04		2 jours	
11		Hammadi ben Ali	0	10		1 jour	
12		Brahim ben Houssine	0	10		6 jours	
13		Ben Houssine ben Saïd	0	10		4 jours	

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO des plans correspondants	NOMS DES PROPRIÉTAIRES	SUPERFICIE approximative	DROITS D'EAU en journées de 24 heures portant sur la totalité du débit de la séguia.	DURÉE du tour par séguia
			Ha. A. Ca.		
14		Hammadi ben Laafer	o 04	2 jours	
15		Bousselem ben Boubeker, M'Hamed ben Boubeker	o 15	4 jours	
16		Belqacem ben Larbi, Chouit ben Larbi	o 13	4 j. 1/2	15 jours
17		Belqacem ben Larbi, Chouit ben Larbi, Hammadi ben Haddou	o 09	4 j. 1/2	
		<i>Aïn Magrounat (14)</i>			
1	1 B	Layachi ben Hamidate	o 20	1 jour	
2		Si Lahsen ben Aïssa, Laroussi ben Aïssa, Saïd ben Aïssa, Mohate ben Thami, Yaya ben Thami, Abdallah ben Thami	o 36	3 jours	5 jours
3		Omar ben Belaid	o 30	1 jour	
4		Si Lahsen ben Aïssa, Laroussi ben Aïssa, Saïd ben Aïssa, Mohate ben Thami, Yahia ben Thami, Abdallah ben Thami	o 06	1/2	
5		Ghazi ben Abdallah	o 20	3 jours	3 j. 1/2
		<i>Aïn el Ksob (15)</i>			
1	1 B	Ghazi ben Abdallah	o 20	1 jour	
2		Si Djilali ben Hammadi	o 10	1/4	
3		Ghazi ben Abdallah	o 12	1/4	
4		Si Djilali ben Hammadi	o 11	1/4	
5		Ghazi ben Abdallah	o 13	1/4	
6		Aïssa ben Hammadi	o 18	1 j. 1/2	11 j. 1/2
7		Bouazza ben Hammadi, Ahmed ben Lhassen, Achou ben Mohamed	o 35	1 jour	
8		Hammadi ben Yechou	o 26	3 jours	
9		Hammadi ben Bouazza	o 35	2 jours	
10		Moumoud ben Laroussi	o 33	2 jours	
		<i>Aïn Magrounate el Sghira (16)</i>			
1	1 B	Hammou ben Brahim, Mohamed ben Brahim, Ali ben Brahim	o 24	3 jours	
2		Hammou ben Abdallah	o 14	2 jours	10 jours
3		Allal ben Abdallah	o 27	1 jour	
4		Zenani ben Abdallah	o 15	4 jours	
5		Hammou ben Brahim, Mohamed ben Brahim, Ali ben Brahim	o 32	1 jour	
6		Hammou ben Abdallah	o 22	2 jours	
7		Allal ben Abdallah	o 18	1 jour	
8		Zenani ben Abdallah	o 40	3 jours	13 jours
9		Brahim ben Hammadi	o 22	1 jour	
10		Hammadi ben Mohate	o 19	1 jour	
11		Hammadi ben Yechou	o 30	4 jours	
		<i>Aïn Boussouaheq (17)</i>			
1	1 B	Omar ben Saïd	o 80	2 jours	
2		Bouazza ben Bounadar	o 70	2 jours	5 jours
3		Mohate ben Bounadar	o 56	1 jour	
		<i>Aïn ben Hidour (18)</i>			
1	1 B	Mahjoub ben Znanou	o 90	3 jours	
2		Mahjoub ben Znanou	o 20	1/2	
3		Larbi ben Hadj, Mahjoub ben Omar	o 22	1/2	4 j. 1/2
4		Hamida ben Laroussi	o 25	1/2	
		<i>Aïn Reguia el Ghazi (19)</i>			
1	1 B	Mahjoub ben Znanou	o 08	1/2	
2		Mahjoub ben Znanou	o 08	1/2	1 jour
		<i>Aïn Si Otmane (20)</i>			
1	1 B	Ali ben Lekbir	o 22	Seul usager, a droit à la to- talité du débit de la séguia.	
2		Kaddour ben Mohamed	o 15	id.	

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO des plans correspondants	NOMS DES PROPRIÉTAIRES	SUPERFICIE approximative			DROITS D'EAU en journées de 24 heures portant sur la totalité du débit de la séguia.	DURÉE du tour par séguia	
			Ha.	A.	Ca.			
3		Ali ben Lekbir	0	14		1/2		
4		Hammadi ben Ezzidi	0	30		1 jour		
5		Yahia ben Essidi	0	29		1 jour		
6		Omar ben Mellouk, Moussa ben Mellouk	0	30		1 jour		
7		Omar ben Mellouk	0	10		2 jours		
8		Khellouq ben Ezzidi	0	28		1 jour		
9		Ahmed ben Bouabid	0	18		1/2		
10		Omar ben Mellouk	0	21		1 jour		
11		Abderrahmane ben Loualid	0	20		1 jour	21 j. 1/2	
12		Mohamed ben Miloudi	0	18		1/2		
13		Yahia bent Mohate	0	24		1/2		
14		Abderhamane ben Loualid, Mohamed ben Miloud	0	18		1/2		
15		Omar ben Mellouk	0	85		3 jours		
16		Omar ben Mellouk, Moussa ben Mellouk	0	75		2 jours		
17		Mohamed ben Homate	0	30		2 jours		
18		Haddou ben Mellouk	0	65		4 jours		
19		Haddou ben Mellouk	0	10		1 jour		
20		Mohamed ben Ghazi	0	19		1 jour		
21		Omar ben Mellouk	1	30		1 jour	7 jours	
22		Abderhamane ben Abbas	0	36		2 jours		
23		Hammadi ben Aïssa	0	37		2 jours		
		<i>Aïn Leqseb (21)</i>						
1	I B	Thami ben Hammadi	0	18		1 jour		
2		Thami ben Hammadi	0	18		1 jour	2 jours	
		<i>Aïn Lemharez I (22)</i>						
1	I B	Larbi ben Mohamed ben M'Hamed	0	09		1 j. 1/2		
2		Larbi ben Mohamed ben M'Hamed	0	04		1/2	2 jours	
		<i>Aïn Lemharez II (23)</i>						
1	I B	Driss ben Hadj	0	08		1/2		
2		Driss ben Hadj	0	08		1/2	1 jour	
		<i>Aïn Lemharez III (24)</i>						
1	I B	Larbi ben Aboute	0	10		1/2		
2		Larbi ben Aboute	0	12		1/2	1 jour	

ART. 3. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 26 hija 1358.
(5 février 1940).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 février 1940.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 5 FÉVRIER 1940
(26 hija 1358)

homologuant les opérations de la commission d'enquête relatives à la reconnaissance des droits d'eau sur l'oued Merdja et ses affluents (contrôle civil des Zemmour).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) relatif à l'application du dahir susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344), et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte simultanément, du 26 avril au 26 mai 1937, sur les territoires de contrôle civil des Zemmour et de Petitjean ;

Vu les procès-verbaux, en date des 25 mars 1938 et 4 août 1939, des opérations de la commission d'enquête ;
Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de la commission d'enquête relatives à la reconnaissance des droits d'eau sur l'oued Merdja et ses affluents sont homologuées conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté viziriel susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344).

ART. 2. — Les droits d'eau sur l'oued Merdja et ses affluents, tels qu'ils sont fixés par le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344), sont établis ainsi qu'il est indiqué au tableau parcellaire ci-après et aux deux plans correspondants annexés à l'original du présent arrêté.

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO des plans correspondants	NOMS DES PROPRIETAIRES	SUPERFICIE approximative			DROITS D'EAU en journées de 24 heures portant sur la totalité du débit de la séguia.	DURÉE du tour par séguia
			Ha.	A.	Ca.		
		<i>Oued Merdja (1)</i>					
1	1 A	Lahsen ben Halima	0	01	50	1/2	4 jours
2		Mohamed ben Haddi, Mohamed ben Koutou	0	18		1/2	
3		M'Ahmed ben Hammou	0	08		1/2	
4		El Houssine ben Chellah	0	70		2 jours	
5		Hammadi ben Laachit	0	18		1/2	
		<i>Aïn El Hajbale (2)</i>					
1	1 A	Haddou ben M'Ahmed et ses frères, Allal ben Ahmed.	0	25		1 jour	6 j. 1/4
2		Omar ben Aggadi et ses frères	0	20		1/2	
3		Boualem ben Ali	0	22		1 jour	
4		Boualem ben Ali	0	09		1/4	
5		Hammadi ben Larbi	0	08		1/2	
6		Hammadi ben Bouhrara, El Maati ben Bouhrara	0	13		1/2	
7		Haddou ben M'Ahmed et ses frères	0	15		1 jour	
8		Thami ben Lahoussine et ses frères	0	09		1/4	
9		Boualem ben Ali	0	10		1/4	
10		Boualem ben Ali	0	04		1/4	
11		Hammadi ben Larbi	0	05		1/4	
12		Hammadi ben Bouhrara, El Maati ben Bouhrara	0	10		1/2	
		<i>Aïn et oued Si Mohamed Lasri (3)</i>					
1	1 A	Lahsen ben Houssine	0	57		1 jour	3 jours
2		Mohamed ben Lahsen	0	35		1 jour	
3		Lahsen ben Houssine	0	57		1 jour	
4		Omar ben Houssine	0	11		Seul usager, a droit à la tota- lité du débit de la séguia.	
5		Abdelqader ben Brahim	0	09		1/4	3/4
6		Mohamed ben Mohamed Mellal	0	03	50	1/4	
7		Thami ben Houssine	0	04		1/8	
8		El Hadj ben Mellal	0	10		1/8	
9		Mohamed ben Mohamed Mellal	0	08		Seul usager, a droit à la tota- lité du débit de la séguia.	
10		Thami ben Houssine	0	10		1/4	
11		Hammadi ben Jeddou	0	07		1/2	
12		Mohamed ben Mohamed Mellal	0	07		1/8	
13		Bouazza ben Djilali	0	19		1/2	
14		Hammadi ou Jeddou	0	15		1/2	
15		Belabès ben Salah	0	11		1/4	
16		Belabès ben Salah	0	09		1/4	
17		Hammadi ou Jeddou	0	11		1/2	
18		Belabès ben Salah	0	12		1/4	
19		Mohamed ben Mohamed Mellal	0	15		1/4	
20		Thami ben Houssine	0	21		1/2	
21		Mohamed ben Mohamed Mellal	0	54		1 jour	
22		Cheikh Laroussi et ses frères	0	20		1/2	
23		Hammadi ou Jeddou	0	14		1/2	4 j. 3/8
24		Belabès ben Salah	0	45		1 jour	
25		Hammadi ou Jeddou	0	50		1 jour	
26		Mohamed ben Naceur	0	08		1/8	
27		Thami ben Houssine	0	09		1/8	
28		M'Hamed ben Hammou	0	12		1/8	
29		Mohamed ben Naceur	0	23		1 j. 1/2	
		<i>Aïn Sebda Ayours (4)</i>					
1	1 A	Abdelqader ben Ghazi	0	12		1/2	1 j. 1/2
2		Mohamed ben Koutou	0	47		1 jour	

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO des plans correspondants	NOMS DES PROPRIÉTAIRES	SUPERFICIE approximative		DROITS D'EAU en journées de 24 heures portant sur la totalité du débit de la séguia.	DURÉE du tour par séguia	
			Ha.	A. Ca.			
3	1 A	Abdelqader ben Ghazi	0	15	1/2	15 j. 7/8	
4		Ali ben Ghazi	0	13	1/2		
5		Mohamed ben Ghazi	0	13	1/2		
6		Abdelqader ben Ghazi	0	09	1/2		
7		Hammadi ben Saïdi	0	21	1/2		
8		Mohamed ben Naceur, Allal ben Lejouideg	0	64	2 j. 1/2		
9		Quessou ben Laachir	0	63	1 jour		
10		M'Ahmed ben Hammou	0	30	1/8		
11		Mohamed ben Koutou	0	17	1/2		
12		Mohamed ben Haddi	0	13	1/4		
13		Caïd ben Aïssa ben Hammadi	0	17	1 jour		
14		Hammadi ben Haddou	0	12	1/2		
15		Bel Rhoul ben Haddou	0	10	1/2		
16		Allal ben Lejouideg	0	15	1/2		
17		Quessou ben Laachir	0	12	1/2		
18		Caïd ben Aïssa ben Hammadi, Bel Rhoul ben Haddou, Hammadi ben Haddou	0	50	3 jours		
19		Caïd ben Aïssa ben Hammadi	0	15	1 jour		
20		Si Ali ben Abderrahmane	0	20	2 jours		
21		M'Ahmed ben Hammou	0	10	1/2		11 j. 1/4
22		Mohamed ben Koutou	0	17	1/2		
23	Mohamed ben Haddi	0	13	1/2			
24	Caïd ben Aïssa ben Hammadi	0	19	1 jour			
25	Hammadi ben Haddou	0	11	1/2			
26	Bel Rhoul ben Haddou	0	09	1/2			
27	Allal ben Lejouideg	0	10	1/2			
28	Quessou ben Laachir	0	11	1/4			
29	Caïd ben Aïssa ben Hammadi, Bel Rhoul ben Haddou, Hammadi ben Haddou	0	50	2 jours			
30	Caïd ben Aïssa ben Hammadi	0	20	2 jours			
31	Si Ali ben Abderrahmane	0	25	3 jours			
<i>Aïn Legrigrà (5)</i>							
1	1 A	Omar ben Jaite	0	24	2 jours	7 jours	
2		Mohate ben Hassou	0	43	2 jours		
3		Mohamed ben Djilali	0	29	1 jour		
4		Omar ben Jaite, Cheikh Laroussi et ses frères	0	90	2 jours		
<i>Aïn Moussa (6)</i>							
1	1 A	Abdeslem ben Laïd	0	25	1 jour	8 jours	
2		Larbi ben Kechim	0	26	1 jour		
3		Benachour ben Bouazza	0	02 50	1/2		
4		Thami ben Hammadi	0	34	1 jour		
5		Mohate ben Larbi	0	45	1 jour		
6		Benachour ben Bouazza	0	17	1/2		
7		Thami ben Hammadi	0	40	1/2		
8		Tahar ben Lahsen	0	02	1/2		
9		Djilali ben Abdelqader	0	04	1/2		
10		Mohamed ben M'Ahmed	0	15	1/2		
11		Mohate ben Larbi	0	30	1 jour		
<i>Aïn Jnane Lebzeq (7)</i>							
1		Mohamed ben Djilali	0	50	1 jour	10 jours	
2		Mohamed ben Maati	0	45	1 jour		
3		Bouchaïb ben Boubeker	0	35	4 jours		
4		Ahmed ben Thami	0	37	4 jours		
<i>Aïn Si Omar (8)</i>							
1		Qacem ben Hammadi	0	50	Seul usager, a droit à la to- talité du débit de la séguia.		
<i>Source 1</i>							
1		Djilali ben Mohamed	0	53	1 jour	1 jour	

NUMÉRO des parcelles	NUMÉRO des plans correspondants	NOMS DES PROPRIÉTAIRES	SUPERFICIE approximative	DROITS D'EAU en journées de 24 heures portant sur la totalité du débit de la séguia.	DURÉE du tour par séguia
		<i>Source II</i>	Ha. A. Ca.		
1 et 9	1 A	Driss ben Omar	0 18	1 jour	14 jours
2 et 10		Hammadi ben Hammou	0 15	1 jour	
3		Mohate ben Houssine	0 37	2 jours	
4		Mouloud ben Houssine	0 13	1 jour	
5		Abdeslem ben Houssine	0 19	2 jours	
6		Driss ben Omar	0 25	2 jours	
7		Hammadi ben Hammou	0 38	4 jours	
8		Driss ben Omar	0 18	1 jour	
		<i>Source III</i>			
1	1 A	Mouloud ben Houssine	0 32	2 jours	5 j. 1/2
2		Abdeslem ben Houssine	0 20	2 jours	
3		Driss ben Omar	0 06	1/2	
4		Hammadi ben Hammou	0 13	1/2	
5		Driss ben Omar	0 05	1/2	
		<i>Aïn Smar (9)</i>			
1	1 B	Mohate ben Brahim	0 05	1/2	2 jours
2		Mohate ben Brahim	0 10	1 j. 1/2	
		<i>Aïn Cherichira (10)</i>			
1		Ben Saïd ben Hadj, Haddou ben Naceur	0 28	2 jours	7 jours
2		Haddou ben Naceur	0 38	2 jours	
3		Ben Saïd ben Hajji, Haddou ben Naceur	0 53	3 jours	
		<i>Aïn el Fassi (11)</i>			
1	1 B	Mohamed ben Omar	0 82	2 jours	19 jours
2		Hamida ben Hammadi et son frère Mohamed	0 27	1 jour	
3		Bouazza ben Omar	0 35	1 jour	
4		Si Mohamed ben Essamard	0 52	4 jours	
5		Larbi ben Ahmed	0 65	5 jours	
6		Mohamed ben Omar	0 75	2 jours	
7		Bouazza ben Omar	0 32	1 jour	
8		Rihaï ben Omar	0 40	2 jours	
9		El Fakir ben Lahsen	0 55	1 jour	
		<i>Aïn Oum Chrikate II (12)</i>			
1		Ali ben Khermaze	0 70	2 jours	4 jours
2		Ali ben Khermaze, Belarbi ben Hammadi	0 85	2 jours	
		<i>Aïn Oum Chrikate I (13)</i>			
1	1 B	Larbi ben Assou et ses frères	0 70	1 jour	3 jours
2		Ali ben Khermaze, Belarbi ben Hammadi	0 85	2 jours	
		<i>Aïn Echafi (14)</i>			
1	1 B	Ahmed ben Hammadi ben Krim	0 27	1 jour	11 jours
2		Mouloud ben Hammadi ben Krim	0 27	1 jour	
3		Ahmed ben Hammadi ben Krim	0 26	1 jour	
4		Mohamed ben Hammadi ben Krim	0 15	1 jour	
5		Ahmed ben Hammadi ben Krim	0 20	1 jour	
6		Mouloud ben Hammadi ben Krim	0 21	1 jour	
7		Mohamed ben Hammadi ben Krim	0 30	1 jour	
8		Mohate ben Mekki	1 10	4 jours	
9		Mouloud ben Hammadi ben Krim	0 18	1 jour	8 jours
10		Ahmed ben Hammadi ben Krim	0 20	1 jour	
11		Mohamed ben Hammadi ben Krim	0 11	1 jour	
12		Ahmed ben Hammadi ben Krim	0 12	1 jour	
13		Mouloud ben Hammadi ben Krim	0 12	1 jour	
14		Mohamed ben Hammadi ben Krim	0 15	1 jour	
15		Mohate ben Mekki	0 31	2 jours	

ART. 3. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 26 hijra 1358,
(5 février 1940).

MOHAMED EL MOKRI,

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 février 1940.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

portant modification à l'organisation territoriale et administrative de la région de Marrakech et création du territoire d'Agadir.

LE GÉNÉRAL NOGUÈS, COMMISSAIRE RÉSIDENT
GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC, COMMANDANT EN CHEF, Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu le décret du 3 octobre 1926 relatif à l'organisation territoriale et administrative du Maroc ;

Vu l'arrêté résidentiel du 6 juillet 1935 portant réorganisation territoriale et administrative de la région de Marrakech, et les arrêtés postérieurs qui l'ont modifié ou complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, à la date du 20 février 1940, un territoire autonome d'Agadir dont le siège est à Agadir et qui comprend :

- 1° Le bureau du territoire des affaires indigènes à Agadir, centralisant les affaires politiques et administratives du territoire ;
- 2° Les services municipaux de la ville d'Agadir ;
- 3° Le bureau des affaires indigènes, dit d'Agadir-banlieue ;
- 4° Le bureau des affaires indigènes dit des Ida-Outanane ;
- 5° Le cercle de Taroudannt ;
- 6° Le cercle de Tiznit,

tels qu'ils sont définis à l'arrêté résidentiel susvisé du 6 juillet 1935.

ART. 2. — Le bureau des affaires indigènes d'Argana est détaché de l'annexe des affaires indigènes d'Imi-n-Tanoute et rattaché directement au territoire d'Agadir.

ART. 3. — Le directeur des affaires politiques, le général chef de la région de Marrakech et le général chef du territoire d'Agadir sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 24 février 1940.

NOGUÈS.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DU SERVICE MILITAIRE
DES BOIS DE GUERRE AU MAROC
relatif à la délivrance des bois.**

LE DIRECTEUR DU SERVICE MILITAIRE DES BOIS DE GUERRE
AU MAROC,

Vu la décision du 20 décembre 1939 du général d'armée commandant le théâtre d'opérations d'Afrique du Nord créant une direction du service militaire des bois de guerre au Maroc et prévoyant l'institution de centres militaires des bois de guerre ;

Vu l'arrêté résidentiel du 13 janvier 1940 prescrivant la déclaration des stocks, et réglementant la circulation, la détention et la mise en vente des bois d'œuvre, notamment son article 7 ;

Considérant qu'il a été créé trois centres militaires des bois de guerre à Rabat, Casablanca et Meknès,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Toute demande d'autorisation de délivrance de bois d'œuvre devra être adressée au directeur du service militaire des bois de guerre au Maroc par l'intermédiaire du chef du centre militaire des bois de guerre sur le territoire duquel demeure l'intéressé.

ART. 2. — La compétence territoriale de chacun de ces centres est fixée comme il suit :

Centre de Rabat

(Direction des eaux et forêts) :

Région de Rabat ; territoire de Port-Lyautey.

Centre de Casablanca

(Conservation des eaux et forêts) :

Régions de Casablanca, de Marrakech ; territoires autonomes de l'Atlas central, des confins du Dra, de Mazagan, de Safi, d'Agadir.

Centre de Meknès

(Conservation des eaux et forêts) :

Régions de Meknès, de Fès, d'Oujda ; territoires autonomes du Tafilet, de Taza.

ART. 3. — En raison de l'insuffisance des stocks, les demandes de délivrance de bois seront satisfaites dans l'ordre de priorité suivant :

- 1° Besoins des administrations militaires ou des entreprises travaillant pour la défense nationale ;
- 2° Besoins des administrations civiles et des grands services publics, pour tous les travaux présentant un caractère d'intérêt public mais n'intéressant pas directement la défense nationale ;
- 3° Besoins des particuliers.

ART. 4. — Les autorisations sont délivrées par le directeur du service militaire des bois de guerre ou par délégation et pour les quantités de matériel de faible importance, par les centres militaires de bois de guerre.

ART. 5. — Les demandes d'autorisation de délivrance de bois établies selon le modèle ci-annexé, devront être accompagnées d'attestations délivrées dans les conditions ci-après :

1° Pour les travaux exécutés pour le compte des administrations militaires ou civiles, des offices, des services concédés et des établissements publics divers, par ces administrations, offices, services ou établissements ;

2° Pour les travaux particuliers par les autorités de contrôle ou les municipalités.

Il ne sera pas exigé d'attestation pour les demandes portant sur une quantité inférieure à un demi-mètre cube de bois par mois.

Rabat, le 10 mars 1940.

BOUDY.

* * *

MODÈLE

d'attestation à présenter à l'appui d'une demande d'autorisation de délivrance de bois d'œuvre supérieure à un demi-mètre cube.

Le (1)
certifie que (2)
a besoin pour l'exécution des travaux de (3)
dont le devis s'élève en ce qui concerne les ouvrages exigeant l'emploi du bois à (4) francs,
des quantités de bois d'œuvre ci-après :

	BOIS DE CHARPENTE (madriers, chevrons, bastaings)	Planches
Sapin rouge	mètres cubes	mètres cubes
Sapin blanc	id.	id.
Pin	id.	id.
Cèdre	id.	id.
Chêne	id.	id.
Hêtre	id.	id.
Frêne	id.	id.
Essences coloniales	id.	id.

La présente attestation est délivrée pour permettre la délivrance des bois commandés à la maison

Fait à, le

(Cachet, date et signature).

- (1) Autorité qui a délivré l'attestation.
- (2) Nom de l'entrepreneur qui doit prendre livraison de la commande et en régler le montant.
- (3) Nature, emplacement et destination exacts des travaux.
- (4) Montant des travaux.

AVIS de constitution de groupements économiques.

En application du dahir du 9 janvier 1940, le chef du service du commerce et de l'industrie a approuvé, à la date du 1^{er} mars 1940, la constitution des groupements économiques suivants :

1^o *Groupement des corps gras et dérivés du Maroc.* Siège : 29, rue Prom, à Casablanca.

Délégués : MM. Max Greggory et Edouar Gouin.

Sections : a) industrie, b) importation, c) exportation.

Conditions d'admission : Peuvent faire partie du groupement à condition de justifier d'une activité antérieure suffisante en zone française de l'Empire chérifien et d'avoir formulé par écrit leur adhésion :

1^o Les entreprises industrielles d'huilerie, de savonnerie, de margarinerie et de leurs dérivés ;

2^o Les commerçants importateurs spécialisés dans l'importation des huiles destinées à des usages industriels ou alimentaires, de savon, de margarines, de graisses végétales ;

3^o Les commerçants exportateurs spécialisés dans l'exportation des huiles destinées à des usages industriels ou alimentaires, de savon, de margarines, de graisses végétales.

Exceptionnellement, les industriels et commerçants ne remplissant pas les conditions prévues ci-dessus pourront obtenir leur admission dans le groupement, après avis de la chambre de commerce et d'industrie de leur domicile et avec l'approbation du service responsable (art. 3 du règlement du groupement).

2^o *Groupement des fabricants de conserves de poissons du nord du Maroc.* Siège : 63, boulevard de la Gare, Casablanca.

Délégués : MM. Puech et Péraire.

Conditions d'admission : Peuvent faire partie du groupement, à condition d'exercer leur activité dans la région de Mazagan, dans celle de Casablanca ou au nord de cette ville, d'avoir formulé par écrit leur adhésion et de justifier d'une activité antérieure suffisante, les fabricants de conserves de poissons :

a) Affiliés à la chambre syndicale des fabricants de conserves ou à l'Union syndicale des fabricants de conserves ;

b) N'appartenant ni à l'une ni à l'autre de ces deux organisations syndicales, à l'exclusion toutefois des établissements ayant un caractère artisanal.

Toutefois, les industriels ne remplissant pas les conditions ci-dessus pourront être admis, exceptionnellement, dans le groupement, après avis de la chambre de commerce et d'industrie de leur domicile et approbation du service du commerce et de l'industrie (art. 5 du règlement).

3^o *Groupement des fabricants de conserves et de salaisons de poissons du sud du Maroc.* Siège : 302, rue du R'Bat, Safi.

Délégué : M. Pierre Collomb.

Conditions d'admission : Peuvent faire partie du groupement, à condition de justifier d'une activité antérieure suffisante et d'avoir formulé par écrit leur adhésion, tous les fabricants de conserves et de salaisons de poissons installés à Safi et au sud de cette ville (art. 4 du règlement).

4^o *Groupement des importateurs de sucres.* Siège : 291, boulevard de la Gare.

Délégué : M. Marcel Bourgoint-Lagrange ; délégué-suppléant : M. Pierre Sahuc.

Conditions d'admission : Peuvent faire partie du groupement, à condition de justifier d'une activité antérieure suffisante en zone française de l'Empire chérifien et d'avoir formulé par écrit leur adhésion, tous les importateurs directs de sucres bruts ou raffinés, qui participeront en 1940 à la constitution des stocks de sécurité, en application du dahir du 24 septembre 1938 (art. 4 du règlement).

5^o *Groupement des armuriers du Maroc.* Siège : 2, boulevard de Londres, Casablanca.

Délégué : M. A. Falcoz.

Conditions d'admission : Peuvent faire partie du groupement, à condition de justifier d'une activité antérieure suffisante en zone française de l'Empire chérifien et d'avoir formulé par écrit leur adhésion, tous les armuriers titulaires d'une licence (art. 4 du règlement).

INTERDICTION d'un disque en zone française de l'Empire chérifien.

Par ordre du général de corps d'armée, commandant les troupes du Maroc, en date du 24 février 1940, le disque en langue berbère intitulé « Kassida des Ah Eaba », édité par la maison Baïdaphon et portant sur une face le n° B.K.H. 098.668-1 et sur l'autre face le n° B.K.H. 098.669-2, a été interdit.

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

MOUVEMENTS DE PERSONNEL DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT.

Par dahir en date du 30 décembre 1939, M. le docteur GAUD Maurice, directeur de 2^e classe, directeur de la santé et de l'hygiène publiques, est promu directeur de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} décembre 1939.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES ANTIQUITÉS

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 8 février 1940, M. DENMAT Yves, répétiteur surveillant auxiliaire, est nommé commis d'économat de 6^e classe, à compter du 1^{er} octobre 1939.

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 8 février 1940, M. ROCHAS Maurice, commis d'économat auxiliaire, est nommé commis d'économat de 6^e classe, à compter du 1^{er} octobre 1939.

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 14 février 1940, M. SIRMANI Abdelmalek, répétiteur surveillant intérimaire, est nommé répétiteur chargé de classe, de 6^e classe, à compter du 1^{er} octobre 1939.

RECLASSEMENT AU TITRE DES SERVICES MILITAIRES

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 5 mars 1940, est réalisée dans le cadre des chefs de comptabilité de la direction des affaires politiques la révision de situation administrative suivante :

M. Monjoffre Pierre, chef de comptabilité de 1^{re} classe le 1^{er} avril 1930, chef de comptabilité principal de 2^e classe le 1^{er} décembre 1932 et chef de comptabilité principal de 1^{re} classe le 1^{er} novembre 1936, est reclassé ainsi qu'il suit :

Chef de comptabilité principal de 2^e classe à compter du 1^{er} avril 1930, avec 11 mois 7 jours de reliquat ;

Chef de comptabilité principal de 1^{re} classe à compter du 1^{er} janvier 1932 ;

Chef de comptabilité principal hors classe (1^{er} échelon), à compter du 1^{er} décembre 1935.

(Report de 44 mois 7 jours de services militaires non utilisés).

CONCESSION DE PENSIONS CIVILES

Par arrêté viziriel en date du 5 mars 1940, sont concédées les pensions civiles ci-après :

Bénéficiaire : M^{me} veuve Roques, née Denjean-Navailles Marcelle.
Grade du mari : ex-médecin de la santé et de l'hygiène publiques.
Nature de la pension : réversion.
Montant :
Pension principale : 15.193 francs.
Pension complémentaire : 5.773 francs.
Jouissance : 4 janvier 1940.

Par arrêté viziriel en date du 5 mars 1940, sont concédées les pensions civiles ci-après :

Bénéficiaire : M^{me} Remplou Jeanne-Louise, veuve de M. Sarda Jules.
Grade du mari : ex-inspecteur-chef de police.
Nature de la pension : article 18.
Montant :
Pension principale : 2.716 francs.
Pension complémentaire : 1.032 francs.
Jouissance : 28 octobre 1939.

CONCESSION DE RENTES VIAGÈRES

Date de l'arrêté viziriel : 24 février 1940.
Bénéficiaire : M^{me} Rousselin Alice, épouse Grondin.
Grade : ex-auxiliaire de 4^e classe, 5^e catégorie.
Service : direction des affaires politiques.
Montant de la rente annuelle : 2.812 francs.
Jouissance : 16 décembre 1939.

Date de l'arrêté viziriel : 5 mars 1940.
Bénéficiaires : M. Kervarec Henri et son épouse née Duprat Hélène-Pauline.
Grade : ex-auxiliaire de 6^e classe, 3^e catégorie.
Service : direction générale des travaux publics.
Montant de la rente annuelle : 1.560 francs réversible pour moitié sur la tête de M^{me} Kervarec, née Duprat Hélène-Pauline.
Jouissance : 1^{er} décembre 1939.

CONCESSION D'ALLOCATION EXCEPTIONNELLE DE RÉVERSION

Date de l'arrêté viziriel : 5 mars 1940.
Bénéficiaire : Malika bent el Hadj Ali, veuve de feu Tahar ben Abdelmajid, ex-chaouch des perceptions, décédé le 14 octobre 1938, titulaire de l'allocation n° 70.
Montant de l'allocation annuelle : 1.250 francs.
Jouissance : 15 octobre 1938.

CONCESSION D'ALLOCATIONS EXCEPTIONNELLES

Date de l'arrêté viziriel : 5 mars 1940.
Bénéficiaire : Si Djilali ben Aomar, ex-chaouch au cabinet civil.
Montant de l'allocation annuelle : 969 francs.
Jouissance : 1^{er} février 1940.

Date de l'arrêté viziriel : 5 mars 1940.
Bénéficiaire : Si Abdelkader ben Daoud.
Grade : ex-mokhazeni monté.
Montant de l'allocation annuelle : 1.165 francs.
Jouissance : 1^{er} janvier 1940.

RÉVISION DE PENSION à un militaire de la garde de S. M. le Sultan.

Date de l'arrêté viziriel : 24 février 1940.
Bénéficiaire : Beikreir ben M'Saoud
Grade : ex-maoun, n° matricule : 223.
Montant de la pension après révision : 2.072 francs.
Jouissance : 1^{er} janvier 1939.

CLASSEMENT**dans la hiérarchie spéciale des affaires indigènes et des renseignements.**

Par décision résidentielle en date du 4 mars 1940, est classé dans la hiérarchie spéciale des affaires indigènes et des renseignements, en qualité de chef de bureau hors classe, à compter du 26 février 1940 (rang du 1^{er} juillet 1934), le lieutenant-colonel d'infanterie hors cadres Denis Louis, de la région de Marrakech.

PARTIE NON OFFICIELLE**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES****Service du contrôle financier et de la comptabilité****Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs**

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard de ces rôles qui sont déposés dans les bureaux de perception intéressés :

LE 15 JANVIER 1940. — *Patentes et taxe d'habitation* : Fès-ville nouvelle, 4^e émission 1939.

LE 18 MARS 1940. — *Patentes* : Fedala, 3^e émission 1939 ; Martimprey, 3^e émission 1939 ; Oujda, 6^e émission 1939 ; Salé, 3^e émission 1938.

Patentes et taxe d'habitation : Port-Lyautey, 3^e émission 1939 ; Rabat-sud, 5^e émission 1939 ; Salé, 2^e émission 1939.

Tertib indigène 1939 : circonscription de Berrechid, rôle supplémentaire 1939, caïdat des Hedami.

RECTIFICATIF

au Bulletin officiel n° 1428, du 8 mars 1940.

Lire :

LE 18 MARS 1940. — *Patentes* : Casablanca-nord, 3^e émission 1939.
Patentes et taxe d'habitation : Casablanca-nord, 2^e émission 1939 ;

Au lieu de :

LE 18 MARS 1940. — *Patentes* : Casablanca-nord, 3^e émission 1938.
Patentes et taxe d'habitation : Casablanca-nord, 2^e émission 1938.

Rabat, le 9 mars 1940.

Le chef du service du contrôle financier et de la comptabilité,

R. PICTON.